

Sortons du nucléaire avant la prochaine catastrophe

Pour la première fois, le peuple français a la possibilité d'exprimer son avis sur le nucléaire à l'occasion des présidentielles de 2012. Quel choix ferez-vous ? Pratiquerez-vous l'abstention ou déciderez-vous de participer pour exprimer votre position à ce sujet ? (Un homme, une voix ; une femme, une voix. C'est notre droit de suffrage).

En lisant les dossiers du *Canard Enchaîné* « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », vous comprendrez que voter pour un candidat qui prolongera le nucléaire, c'est voter pour la catastrophe nucléaire sur le sol français (voir p. 47-49, l'ampleur de l'impact négatif, sur les interventions de maintenance et les contrôles, du recours à la sous-traitance). S'abstenir, c'est pareil, c'est voter pour la catastrophe.

Vu l'âge de nos 58 réacteurs répartis dans 19 centrales (Où se trouve la centrale nucléaire la plus proche de chez vous ? Quel est son âge ? Réponses et palmarès des villes à risque nucléaire sur www.santepublique-editions.fr), si nous attendons 2017 pour élire un-e président-e avec un programme sérieux de sortie du nucléaire, il sera trop tard.

Une autre raison de préparer cette sortie dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que les Franciliens ont aujourd'hui de l'eau potable au robinet. Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.

Sortons du nucléaire avant la prochaine catastrophe

Pour la première fois, le peuple français a la possibilité d'exprimer son avis sur le nucléaire à l'occasion des présidentielles de 2012. Quel choix ferez-vous ? Pratiquerez-vous l'abstention ou déciderez-vous de participer pour exprimer votre position à ce sujet ? (Un homme, une voix ; une femme, une voix. C'est notre droit de suffrage).

En lisant les dossiers du *Canard Enchaîné* « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », vous comprendrez que voter pour un candidat qui prolongera le nucléaire, c'est voter pour la catastrophe nucléaire sur le sol français (voir p. 47-49, l'ampleur de l'impact négatif, sur les interventions de maintenance et les contrôles, du recours à la sous-traitance). S'abstenir, c'est pareil, c'est voter pour la catastrophe.

Vu l'âge de nos 58 réacteurs répartis dans 19 centrales (Où se trouve la centrale nucléaire la plus proche de chez vous ? Quel est son âge ? Réponses et palmarès des villes à risque nucléaire sur www.santepublique-editions.fr), si nous attendons 2017 pour élire un-e président-e avec un programme sérieux de sortie du nucléaire, il sera trop tard.

Une autre raison de préparer cette sortie dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 130 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que les Franciliens ont aujourd'hui de l'eau potable au robinet. Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.

Le nucléaire, un héritage à refuser

Le recours aux énergies renouvelables est la seule option durable. Engager résolument la France dans cette voie (Recherche & Développement et fabrication), nous évitera d'être définitivement marginalisés par les pays qui ont déjà compris la nécessité économique de ce virage, comme l'Allemagne.

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants. Et si un accident nucléaire survient en France, ce ne sera plus la peine de mener aucun autre combat. (voir l'article « Risque nucléaire : Et la France ? » en ligne sur www.santepublique-editions.fr)

Le futur Président sera acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire : 42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans en mai 2017 (voir les tableaux exclusifs sur www.santepublique-editions.fr).

Celui qui s'installera à l'Élysée en 2012 aura la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 30 ans, ou lancer la construction de nouveaux EPR, au coût unitaire de 6 milliards d'euros et dont nul ne sait *si* et *quand* ils fonctionneront (voir les révélations des *Dossiers du Canard*, p. 42-44). Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. Combien de familles ne pourront plus se chauffer dans cinq ou dix ans si le nucléaire reste le premier choix de la France ?

Protégeons nos enfants !

✓ Avant les présidentielles 2012, je demande à mon candidat de s'engager sur la sortie du nucléaire*

Les enquêtes de la journaliste scientifique Annie Lobé (nucléaire, ampoules basse consommation, téléphones portables, antennes-relais...) sont en ligne sur www.santepublique-editions.fr (+ modèle de lettre à lui adresser)*

À voir dès aujourd'hui, pour ne pas avoir à le regretter plus tard...

SantéPublique éditions, 20 avenue de Stalingrad, 94260 FRESNES. 07/02/2012

Le nucléaire, un héritage à refuser

Le recours aux énergies renouvelables est la seule option durable. Engager résolument la France dans cette voie (Recherche & Développement et fabrication), nous évitera d'être définitivement marginalisés par les pays qui ont déjà compris la nécessité économique de ce virage, comme l'Allemagne.

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants. Et si un accident nucléaire survient en France, ce ne sera plus la peine de mener aucun autre combat. (voir l'article « Risque nucléaire : Et la France ? » en ligne sur www.santepublique-editions.fr)

Le futur Président sera acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire : 42 de nos 58 réacteurs (73 %) auront plus de trente ans en mai 2017 (voir les tableaux exclusifs sur www.santepublique-editions.fr).

Celui qui s'installera à l'Élysée en 2012 aura la responsabilité de décider s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 30 ans, ou lancer la construction de nouveaux EPR, au coût unitaire de 6 milliards d'euros et dont nul ne sait *si* et *quand* ils fonctionneront (voir les révélations des *Dossiers du Canard*, p. 42-44). Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher. Combien de familles ne pourront plus se chauffer dans cinq ou dix ans si le nucléaire reste le premier choix de la France ?

Protégeons nos enfants !

✓ Avant les présidentielles 2012, je demande à mon candidat de s'engager sur la sortie du nucléaire*

Les enquêtes de la journaliste scientifique Annie Lobé (nucléaire, ampoules basse consommation, téléphones portables, antennes-relais...) sont en ligne sur www.santepublique-editions.fr (+ modèle de lettre à lui adresser)*

À voir dès aujourd'hui, pour ne pas avoir à le regretter plus tard...

SantéPublique éditions, 20 avenue de Stalingrad, 94260 FRESNES. 07/02/2012